

Ingérence et d'autres vices



Lors de sa tournée en Europe, le président des États-Unis, Joe Biden, a poussé ses partenaires du Groupe des 7 et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN, à une croisade contre la Russie et la Chine qu'il accuse de violer les droits de l'homme et d'intervenir dans d'autres pays.

Le chef de la Maison Blanche affirme que « l'Amérique est de retour », sans préciser qu'il ne parlait pas du vaste continent américain, beau et cosmopolite, mais de la petite partie que sa nation y occupe.

Précisément ces jours-ci, le journal argentin *Página 12* a publié un article du journaliste Gustavo Veiga intitulé : "Les États-Unis et les dérives de Lava Jato", où il fait référence à l'échec de l'opération anti-corruption brésilienne et à la manière dont Washington s'est mêlé de l'affaire.

C'est un rappel opportun que lorsqu'on parle d'ingérence dans les affaires intérieures de gouvernements et de peuples étrangers, il ne faut pas se tourner vers Moscou ou Beijing, mais vers les États-Unis qui pratiquent depuis des siècles cette mauvaise habitude, causant tant de dégâts dans tous les coins du monde.

L'auteur du texte note que 23 membres démocrates du Congrès et plusieurs organisations syndicales américaines ont demandé au procureur général, Merrick Garland, d'expliquer ce qui s'est réellement

passé au Brésil ces dernières années.

C'est la suite de la lettre que 77 législateurs brésiliens ont envoyée à leurs homologues américains en 2020, demandant aux États-Unis des explications concernant leur intervention dans cette affaire dont le but était de faire sortir du pouvoir le Parti des Travailleurs, qui est devenu une pierre dans la chaussure de l'oncle Sam.

Lava Jato est l'exemple classique de la façon dont les États Unis peuvent manipuler la justice pour éliminer politiquement des adversaires, dans ce qu'on a appelé la persécution judiciaire ou le « lawfare ».

Au Brésil, cette situation s'est déroulée en deux étapes, la première a été la destitution de la présidente Dilma Roussef avec des accusations absurdes de mauvaise gestion des comptes fédéraux, ce qui a provoqué son expulsion du Palais du Planalto en 2016.

Le deuxième volet consistait à impliquer Luis Inacio Lula da Silva dans des présumés actes de corruption puis l'envoyer en prison et l'empêchant ainsi de participer aux élections dont Jair Bolsonaro est sorti vainqueur.

L'ancien juge et ancien Ministre de la Justice Sergio Moro était le visage visible de cette affaire, mais dans les coulisses agissait, entre autres, l'agent spécial du Bureau Fédéral d'Investigation des États-Unis, Leslie Backschie, qui était une invitée assidue à Curitiba.

Il reste beaucoup plus de choses à découvrir dans ce sombre complot, mais cela

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/260989-ingrence-et-dautres-vices>



Radio Habana Cuba